

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 3227

[C — 2006/29111]

**20 JUILLET 2006. — Décret portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Des dispositions diverses en matière d'enseignement obligatoire****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — De la Commission de pilotage**

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les modifications suivantes sont apportées :

a) L'article 35 § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> est remplacé par les termes suivants :

« 2<sup>o</sup> les compétences minimales en mathématiques à l'issue de la section de qualification, lorsque l'apprentissage des mathématiques figure au programme d'études; »

b) L'article 69 § 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup> est complété par les termes suivants : « et de formuler dans ce cadre des propositions pour l'adaptation du projet d'établissement. »

c) L'article 72, remplacé par le décret du 27 mars 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 72. A l'issue de chaque année scolaire, un rapport d'activités est établi pour chaque établissement.

Dans l'enseignement de la Communauté française, le rapport annuel est rédigé par le Chef d'établissement. Dans l'enseignement subventionné, le rapport annuel est rédigé par le délégué du pouvoir organisateur.

Le rapport d'activités est soumis à l'avis du Conseil de participation avant le 31 décembre.

Le rapport d'activités ainsi que les avis et propositions du Conseil de participation sont transmis au pouvoir organisateur avant le 15 février.

Le rapport d'activités est tenu à la disposition de l'Inspection de la Communauté française. »

d) L'article 73, complété par le décret du 29 mars 2001, modifié par le décret du 19 juillet 2001, complété par le décret du 27 mars 2002 et modifié par le décret du 3 mars 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 73. Le rapport annuel d'activités comprend le bilan des mesures prises dans le cadre du projet pédagogique du pouvoir organisateur et du projet d'établissement afin d'atteindre les objectifs généraux définis à l'article 6, des questions que le Conseil de participation souhaite voir y figurer ainsi que des indications relatives :

1<sup>o</sup> au taux de réussite et d'échec;

2<sup>o</sup> aux recours contre les décisions des conseils de classe et aux résultats de cette procédure;

3<sup>o</sup> au nombre et aux motivations des refus d'inscription;

4<sup>o</sup> à la formation continuée des enseignants de l'établissement.

Tous les trois ans au moins, il comprend également le bilan des indications relatives :

1<sup>o</sup> aux innovations pédagogiques mises en oeuvre;

2<sup>o</sup> aux démarches visant à organiser le soutien des élèves en difficulté;

3<sup>o</sup> aux démarches entreprises pour favoriser l'orientation des élèves;

4<sup>o</sup> aux pratiques en vigueur en matière de travaux à domicile à la deuxième étape du continuum pédagogique défini à l'article 13;

5<sup>o</sup> aux initiatives prises en collaboration avec les partenaires externes à l'établissement en matière artistique, culturelle et sportive;

6<sup>o</sup> aux initiatives prises en matière d'éducation aux médias, à la santé et à l'environnement;

7<sup>o</sup> aux initiatives prises en faveur de l'intégration dans l'établissement des élèves issus de l'enseignement spécial;

8<sup>o</sup> aux moyens mis en oeuvre pour organiser le parcours en trois ans du premier degré de l'enseignement secondaire. »

**Art. 2.** A l'alinéa 3 de l'article 20 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, les termes « chaque année, à la Commission de pilotage, dans son rapport d'activités, » sont remplacés par les termes « à la Commission de pilotage, au 31 décembre de chaque année, ».

**Art. 3.** A l'alinéa 3 de l'article 14 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psychomédico- sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, les termes « chaque année, à la Commission de pilotage, dans son rapport d'activités, » sont remplacés par les termes « à la Commission de pilotage, au 31 décembre de chaque année, ».

**CHAPITRE II. — De l'enseignement spécialisé**

**Art. 4.** L'article 337 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé est remplacé par l'article suivant :

« Les élèves régulièrement inscrits pendant l'année scolaire 2004-2005 dans l'enseignement spécialisé de forme 3, soit en 2<sup>e</sup> phase, soit en 4<sup>e</sup> ou 5<sup>e</sup> année, peuvent avoir accès à un examen de qualification à l'issue de la 2<sup>e</sup> phase ou de la 5<sup>e</sup> année au plus tard à la fin de l'année scolaire 2006-2007 et peuvent avoir accès à l'épreuve de qualification à l'issue de la 3<sup>e</sup> phase ou 6<sup>e</sup> année au plus tard à la fin de l'année scolaire 2006-2007 selon les mêmes conditions que celles énoncées lors de leur entrée en 2<sup>e</sup> phase ou en 4<sup>e</sup> année.

Les élèves régulièrement inscrits pendant l'année scolaire 2004-2005 dans l'enseignement spécialisé de forme 3, soit en 3<sup>e</sup> phase, soit en 6<sup>e</sup> année, peuvent avoir accès à un examen de qualification à l'issue de la 3<sup>e</sup> phase ou de la 6<sup>e</sup> année au plus tard à la fin de l'année scolaire 2006-2007, selon les mêmes conditions que celles énoncées lors de leur entrée en 3<sup>e</sup> phase ou en 6<sup>e</sup> année. »

**Art. 5.** Aux articles suivants du même décret, le terme « spécial » est remplacé par le terme « spécialisé » :

- a) Article 6;
- b) Article 13 § 3;
- c) Article 179, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>;
- d) Article 180, alinéa 3.

**Art. 6.** A l'article 55 § 2 du même décret, les termes « au cours de l'année scolaire. » sont remplacés par les termes « au cours de l'année scolaire, selon les modalités fixées par le Gouvernement. ».

**Art. 7.** A l'article 59 du même décret, les termes « compétences terminales » sont remplacés par les termes « compétences-seuils ».

**Art. 8.** L'article 101 du même décret, est remplacé comme suit :

« Article 101. Les membres du personnel paramédical, social et psychologique sont tenus d'accomplir :

- 1<sup>o</sup> 2 périodes de conseil de classe s'ils exercent au-delà d'une demi charge;
- 2<sup>o</sup> 1 période de conseil de classe s'ils exercent de 8 périodes à une demi charge;
- 3<sup>o</sup> En deçà d'une charge de 8 périodes, leurs obligations se limitent à la transmission des informations utiles au bon déroulement du conseil de classe. »

**Art. 9.** Un article 110*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 110*bis*. Les membres du personnel auxiliaire d'éducation sont tenus d'accomplir au maximum 2 heures de conseil de classe par semaine.

Les heures consacrées au conseil de classe sont comprises dans les prestations telles que définies à l'article 110. »

**Art. 10.** L'article 170 § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> du même décret est complété par les termes « ou son délégué; »

**Art. 11.** A l'article 210 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1<sup>o</sup> Au § 2, 5<sup>e</sup> alinéa, les termes « § 2 » sont remplacés par les termes « § 1<sup>er</sup> »;
- 2<sup>o</sup> Le § 2 est complété comme suit :

« Il continue à bénéficier de l'échelle de traitement attribuée à la fonction de promotion qu'il exerce au niveau fondamental, augmentée d'une allocation représentant la différence entre cette échelle et celle qui est allouée à un préfet des études ou directeur de l'enseignement organisé par la Communauté française qui a exercé à titre définitif, dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, la fonction de recrutement qui lui a permis d'accéder indirectement à la fonction de préfet des études ou de directeur ».

#### CHAPITRE III. — *Des vacances scolaires*

**Art. 12.** A l'article 14 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, le mot « annuellement » est supprimé.

**Art. 13.** A l'article 8 de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, remplacé par le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, le mot « annuellement » est supprimé.

**Art. 14.** A l'article 120 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, le mot « annuellement » est supprimé.

#### CHAPITRE IV. — *Des élèves majeurs*

**Art. 15.** L'article 41 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives, est modifié comme suit :

« Article 41. L'élève mineur visé à l'article 40 est pris en considération pour le calcul de l'encadrement, des subventions ou des dotations au sein de l'établissement dans lequel il est scolarisé, sous réserve qu'il compte au moins trois mois de fréquentation régulière dans un établissement scolaire au moment du comptage. »

**Art. 16.** Un article 42*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 42*bis*. Lorsqu'il devient majeur, l'élève mineur visé à l'article 40, scolarisé dans un établissement scolaire bénéficiant de la disposition visée à l'article 41, est pris en considération pour le calcul de l'encadrement, des subventions ou des dotations au sein de cet établissement, ou s'il le quitte, de tout autre établissement d'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française où il est inscrit, sous réserve qu'il remplisse les conditions pour être élève régulier au moment du comptage. »

**Art. 17.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 septembre 1991 portant exécution des articles 59, 60 et 61 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement est complété comme suit : « 12<sup>o</sup> Les élèves de l'enseignement secondaire visés à l'article 42*bis* du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives. »

#### CHAPITRE V. — *Du remboursement des frais de parcours et de séjour*

**Art. 18.** L'article 21 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, complété par le décret du 24 juillet 1997, est complété par l'alinéa suivant : « Les membres du Conseil général ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et de séjour aux conditions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française. »

**Art. 19.** L'article 170 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé est complété comme suit : « § 3. Les membres du Conseil ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et de séjour aux conditions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française. »

CHAPITRE VI. — *Du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service*

**Art. 20.** Dans l'article 51bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel que rétabli par le décret du 1<sup>er</sup> juillet 2005 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale, d'enseignement supérieur, de promotion de la santé à l'école, de la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, de l'aide à la jeunesse, d'éducation permanente et de fonds budgétaires, les termes « du chapitre I, articles 7, b), c), 8 » sont remplacés par les termes « des articles 7, b), c), et 8 du chapitre II ».

**Art. 21.** Le chapitre VII de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel que rétabli par le décret du 1<sup>er</sup> juillet 2005 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale, d'enseignement supérieur, de promotion de la santé à l'école, de la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, de l'aide à la jeunesse, d'éducation permanente et de fonds budgétaires, produit ses effets au 1<sup>er</sup> septembre 2005.

**Art. 22.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 septembre 1990 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et aux membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française, désignés provisoirement à une fonction mieux rétribuée que celle à laquelle ils ont nommés ou engagés à titre définitif, tel que modifié par le décret du 1<sup>er</sup> juillet 2005 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale, d'enseignement supérieur, de promotion de la santé à l'école, de la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, de l'aide à la jeunesse, d'éducation permanente et de fonds budgétaires, produit ses effets au 1<sup>er</sup> septembre 2005.

CHAPITRE VII. — *Du pécule de vacances*

**Art. 23.** Le présent chapitre s'applique aux membres des personnels de l'enseignement bénéficiant d'un traitement ou d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française.

**Art. 24.** Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par :

1° « Année de référence », l'année civile qui précède celle au cours de laquelle les vacances annuelles sont accordées;

2° « Année en cours », l'année au cours de laquelle les vacances annuelles sont accordées;

3° « Traitement annuel », le traitement, le salaire, l'indemnité ou l'allocation tenant lieu de traitement ou de salaire, y compris l'allocation de foyer ou l'allocation de résidence éventuelle;

4° « Mois complet », le mois où les services prestés s'étendent du premier jour au dernier jour de ce mois;

5° « Prestations complètes », les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale.

**Art. 25.** Le pécule de vacances comporte une partie forfaitaire et une partie variable.

Pour des prestations complètes accomplies durant toute l'année de référence, le pécule de vacances est fixé comme suit :

1° Pour la partie forfaitaire : le montant de la partie forfaitaire octroyée l'année précédente, augmenté d'une fraction dont le dénominateur est l'indice-santé du mois de janvier de l'année précédente et le numérateur l'indice-santé du mois de janvier de l'année en cours. Le résultat ainsi obtenu est établi jusqu'à la quatrième décimale inclusivement;

2° Pour la partie variable : la partie variable équivalent à 1,1 pourcent du(des) traitement(s) annuel(s), lié(s) à l'indice des prix à la consommation, qui détermine(nt) le(s) traitement(s) du(s) pour le mois de mars de l'année des vacances. Lorsque le membre du personnel n'a bénéficié pour le mois considéré d'aucun traitement ou d'un traitement réduit, ce pourcentage se calcule sur le(s) traitement(s) qui aurai(en)t été du(s) pour ledit mois.

**Art. 26.** Par dérogation à l'article 25, le montant du pécule de vacances alloué aux membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service du personnel des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française soumis au décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française et aux membres du personnel administratif subsidiés des établissements d'enseignement subventionnés par la Communauté française, est fixé à 70 % d'un douzième du traitement annuel, lié à l'indice des prix à la consommation, qui détermine le traitement dû pour le mois de mars de l'année des vacances.

Toutefois, le mode de calcul du pécule de vacances établi par l'article 25 reste applicable lorsque ce mode de calcul confère aux membres du personnel le bénéfice d'un pécule de vacances plus favorable.

**Art. 27.** Sont prises en considération pour le calcul du montant du pécule de vacances les périodes pendant lesquelles, au cours de l'année de référence, le membre du personnel :

1° A bénéficié totalement ou partiellement du traitement annuel;

2° N'a pu entrer en fonction ou a suspendu ses fonctions en vertu des lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962, ou des lois portant le statut des objecteurs de conscience coordonnées le 20 février 1980, à l'exclusion dans les deux cas du rappel par mesure disciplinaire;

3° A bénéficié d'un congé parental;

4° A été absent suite à un congé ou à une interruption de travail visés aux articles 39 et 42 à 42bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail ou de l'article 18, alinéa 2, de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail.

Lorsqu'il s'agit d'un membre du personnel qui n'a pas atteint l'âge de 25 ans à la fin de l'année de référence, la période allant du 1<sup>er</sup> janvier de l'année de référence jusqu'au jour précédant celui auquel le membre du personnel a acquis cette qualité est également prise en considération pour le calcul du pécule de vacances s'il entre en fonction au plus tard le dernier jour ouvrable de la période de quatre mois qui suit la date à laquelle il a terminé des études ouvrant le droit aux allocations familiales ou la date à laquelle le contrat d'apprentissage a pris fin.

Le membre du personnel apporte, par toutes voies de droit, témoins y compris, la preuve de ce qu'il réunit les conditions requises.

**Art. 28.** Sans préjudice de l'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, points 2° et 3°, et alinéa 2, lorsque des prestations complètes n'ont pas été accomplies durant toute l'année de référence, le pécule de vacances est fixé comme suit :

- 1° Un douzième du montant annuel pour chaque période de prestations s'étendant sur la totalité d'un mois;
- 2° Un trentième du montant mensuel par jour civil lorsque les prestations ne s'étendent pas sur la totalité d'un mois.

L'octroi d'un traitement partiel afférent à l'exercice de prestations réduites entraîne une réduction proportionnelle du pécule de vacances.

**Art. 29.** En cas de prestations incomplètes, le pécule de vacances est accordé au prorata des prestations fournies sur la base du (des) diviseur(s)- horaire(s) en vigueur dans la réglementation pécuniaire. Le cas échéant, la même proportion s'applique aux périodes visées à l'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, point 2°, et alinéa 2.

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Deux ou plusieurs pécules de vacances, y compris ceux acquis par application des lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, ne peuvent être cumulés au-delà du montant correspondant au pécule de vacances le plus élevé, qui est obtenu lorsque les pécules de vacances de toutes les fonctions ou activités sont calculés sur base de prestations complètes.

A cet effet, le pécule de vacances d'une ou de plusieurs fonctions est réduit ou retenu à l'exception du pécule de vacances en exécution des lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

Si les retenues ou réductions doivent ou peuvent se faire sur plusieurs pécules de vacances, le pécule de vacances le moins élevé est d'abord réduit ou supprimé.

Pour l'application des alinéas précédents, il y a lieu d'entendre par pécule de vacances en exécution des lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, la partie du pécule de vacances qui ne correspond pas à la rémunération des jours de vacances.

§ 2. Pour l'application du § 1<sup>er</sup>, le membre du personnel qui cumule des pécules de vacances est tenu d'en communiquer le montant, ainsi que éventuellement le montant calculé pour des prestations complètes, à chaque service du personnel dont il dépend.

Toute infraction à l'alinéa précédent peut entraîner des sanctions disciplinaires.

**Art. 31.** Les sommes que le membre du personnel aurait perçues, à titre de pécule de vacances, du fait d'autres prestations accomplies pendant l'année de référence, sont déduites du montant du pécule de vacances octroyé en application de l'article 27, alinéa 2.

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Le pécule de vacances est payé à partir du 1<sup>er</sup> mai et au plus tard le 30 juin de l'année en cours.

§ 2. Par dérogation à la règle énoncée au paragraphe premier, le pécule de vacances est payé dans le courant du mois qui suit la date de la mise à la retraite, du décès, de la démission, du licenciement ou de la révocation de l'intéressé.

Pour l'application de l'alinéa précédent, le pécule de vacances est calculé compte tenu du montant forfaitaire, du pourcentage et de la retenue éventuelle en vigueur à la date considérée; le pourcentage est appliqué au traitement annuel qui sert de base au calcul du traitement dont bénéficie le membre du personnel à la même date. Lorsqu'à ce moment, il ne bénéficie d'aucun traitement ou d'un traitement réduit, le pourcentage se calcule sur le ou les traitement(s) qui aurai(en)t été du(s).

**Art. 33.** Il est opéré une retenue de 13,07 pourcent sur le montant brut du pécule de vacances.

CHAPITRE VIII. — *Organisation du certificat d'aptitudes pédagogiques conformément à l'article 16 de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel d'auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, de personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendants de ces établissements*

**Art. 34.** Les examens pour la délivrance du certificat d'aptitudes pédagogiques portent sur :

- 1° La langue française ou la langue allemande;
- 2° La psychologie;
- 3° La pédagogie;
- 4° La méthodologie et la pratique de l'enseignement.

**Art. 35.** Sont admis aux examens du certificat d'aptitudes pédagogiques, les candidats qui remplissent les conditions suivantes :

1° Etre belge ou ressortissant d'un état membre de l'Union européenne, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège ou de la Suisse

- 2° Etre de conduite irréprochable;
- 3° Jouir des droits civils et politiques;
- 4° Etre en règle avec les lois sur la milice;
- 5° Etre porteur d'un des titres requis ci-après :
  - a) Le diplôme de docteur, licencié, ingénieur ou pharmacien;
  - b) Le diplôme d'architecte;
  - c) Le diplôme d'ingénieur technicien;
  - d) Le diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du premier degré;
  - e) Le diplôme de l'enseignement artistique supérieur;
  - f) Le diplôme de l'enseignement artistique secondaire supérieur;
  - g) Le diplôme d'école ou de cours techniques secondaires supérieurs;
  - h) Le brevet d'école ou de cours professionnels secondaires supérieurs;

- i) Le diplôme d'école ou de cours techniques secondaires inférieurs;
- j) Le brevet d'école ou de cours professionnels secondaires inférieurs;
- k) Le diplôme d'ingénieur industriel;
- l) Un diplôme de l'enseignement supérieur de type long et de promotion sociale;
- m) Un diplôme de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice;
- n) Un diplôme de l'enseignement supérieur de type court et de promotion sociale;
- o) Le certificat de qualification spécifique à l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale;
- p) Le certificat de qualification spécifique à l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale;
- q) Le diplôme de candidat.

Les diplômes énumérés ci-avant s'entendent également eu égard au décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités

6° Avoir introduit une candidature dans la forme et le délai fixé pour l'appel aux candidats.

**Art. 36.** Les candidats doivent introduire leur demande, à peine de nullité, par une lettre recommandée à la poste.

**Art. 37.** Le droit d'inscription aux examens est fixé à 12,50 €.

**Art. 38.** Il y a annuellement une session d'examens

**Art. 39.** Les examens sont annoncés au moins quinze jours d'avance par avis inséré au *Moniteur belge* et, en outre, par tout autre moyen de publication que le Gouvernement estime adéquat. Cet avis indique les conditions requises dans le chef des candidats ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

**Art. 40.** Le jury est composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et de 24 membres.

**Art. 41.** Le Président est choisi parmi les fonctionnaires de rang 12 au moins au sein de l'Administration générale des personnels de l'enseignement.

Le Vice-Président est choisi parmi les membres du personnel directeur et enseignant des établissements de la Communauté française ou parmi les membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Le secrétaire est choisi parmi les fonctionnaires de l'Administration générale des personnels de l'enseignement.

Les membres sont choisis parmi les membres du personnel directeur et enseignant des établissements de la Communauté française ou parmi les membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, en fonction de leur qualification eu égard aux épreuves organisées.

**Art. 42.** Le Gouvernement désigne le Président, le Président suppléant, le Vice-Président, le Vice-président suppléant, le secrétaire, le secrétaire suppléant et les membres du Jury.

**Art. 43.** Le président du jury ou le vice-président veille à la régularité des examens. Le secrétaire tient les écritures, les procès-verbaux et les registres de présence. En cas d'empêchement, il est remplacé par un membre que désigne le président ou le vice-président.

**Art. 44.** La décision finale revient aux membres du jury lors de la délibération en séance plénière. Le secrétaire n'a pas de voix délibérative.

La présence de la majorité des membres du jury est requise pour délibérer.

Le président veille à ce qu'aux séances de délibération soit présent au moins un membre ayant la qualification des épreuves organisées ».

**Art. 45.** Nul ne peut prendre parti, sous peine de nullité, en qualité de membre du jury, à l'examen d'un membre du personnel du même établissement, d'un parent ou allié jusque et y compris le quatrième degré.

**Art. 46.** Les épreuves sont supervisées et évaluées par minimum trois membres du jury. Pour l'épreuve de psychologie, de pédagogie et de méthodologie, la présence d'un spécialiste est requise. Pour l'épreuve relative à la leçon, la présence d'un spécialiste du secteur concerné est requise ».

**Art. 47.** Les examens comprennent une partie écrite et une partie orale.

L'examen écrit comporte :

- Résumé, explications et commentaires d'un texte par rapport avec la fonction enseignante;
- Durée de l'épreuve écrite : 3 heures;
- Points attribués : 100.

L'examen oral comporte :

a) Une leçon désignée par le jury parmi trois leçons proposées par le candidat.

Points attribués : 200.

b) Une interrogation orale sur la psychologie, la pédagogie, la méthodologie et la pratique de l'enseignement comportant :

1° Psychologie de l'enfant et de l'adolescent;

- Caractéristiques générales du psychisme de l'enfant;
- Les étapes du développement de l'enfant;
- Développement de l'adolescent.

2° Pédagogie :

Les grands noms de la pédagogie. La pédagogie moderne. Le maître. L'élève. Le milieu scolaire. Les milieux éducatifs. Les relations avec le milieu extrascolaire.

3° Méthodologie et pratique de l'enseignement :

L'art d'enseigner et les méthodes d'enseignement. Différentes sortes de méthodes.

Rapport des cours techniques et de pratique professionnelle avec les cours généraux et les cours spéciaux. Processus d'une leçon. Les devoirs. Les interrogations. Le matériel didactique. Les mesures de sécurité et d'hygiène.

Points attribués : 100.

**Art. 48.** Les porteurs du certificat des cours normaux techniques moyens sont dispensés à leur demande :

a) De l'examen écrit;

b) De l'interrogation orale sur la psychologie, la pédagogie, la méthodologie et la pratique de l'enseignement.

**Art. 49.** L'examen écrit doit précéder l'examen oral. Les récipiendaires qui n'ont pas obtenu 50 % des points à l'examen écrit ne peuvent pas se présenter à l'examen oral de la même session.

**Art. 50.** Lorsque le candidat dûment convoqué est dans l'impossibilité de se présenter à la date fixée par le Président du Jury pour une des épreuves organisées, il est tenu d'en aviser le Président du Jury, par voie recommandée, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date prévue pour la présentation de l'épreuve concernée.

A défaut, le candidat défaillant sera déclaré irrecevable à présenter la session d'examen suivante. Le candidat défaillant pourra néanmoins demander au Jury de revoir cette décision d'irrecevabilité lorsque son absence non justifiée est due à un cas de force majeure.

Lorsque le candidat à l'épreuve n'a pas la possibilité de présenter la leçon dans la classe pour laquelle il l'avait préparée, l'équipe d'évaluation peut lui proposer une classe où le même cours peut être dispensé. Le candidat a la possibilité de refuser cette proposition. Le cas échéant, il sera convoqué à une date ultérieure en fonction des disponibilités du calendrier et des établissements scolaires.

**Art. 51.** Pour obtenir le certificat d'aptitudes pédagogiques, les candidats doivent avoir obtenu au moins 60 % du total des points attribués et 50 % des points attribués à chacune des branches.

**Art. 52.** Le Gouvernement prend toutes les mesures que la tenue des sessions et le fonctionnement des jurys peuvent nécessiter.

**Art. 53.** Les membres du jury appelés à se déplacer reçoivent l'indemnité réglementaire pour frais de parcours et de séjour.

**Art. 54.** Les président, vice-président et membres du jury reçoivent une allocation pour correction des épreuves écrites qui est fixée à 7 €.

**Art. 55.** Le présent chapitre abroge l'arrêté ministériel du 5 décembre 1970 pris en exécution de l'Arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements.

#### CHAPITRE IX. — *Intervention dans le surcoût lié à l'augmentation des dépenses énergétiques des collectivités*

**Art. 56.** Pour l'année 2006 et de manière exceptionnelle, les dotations et subventions de fonctionnement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé et des internats, organisés ou subventionnés par la Communauté française sont augmentées d'un montant forfaitaire de 5,79 € par élève au titre d'intervention dans le surcoût lié à l'augmentation des dépenses énergétiques.

Le nombre d'élèves à prendre en considération pour chaque établissement et chaque internat est celui des populations scolaires certifiées au 15 janvier 2005.

Les sommes concernées sont prélevées sur les divisions organiques et allocations de base finançant les dotations et subventions de fonctionnement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé ainsi que des internats, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

#### CHAPITRE X. — *Des élèves primo-arrivants*

**Art. 57.** L'article 2, 1°, b) du décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, est complété par l'alinéa suivant :

« A titre transitoire, du 1<sup>er</sup> janvier 2005 au 30 juin 2008, les pays en voie de développement et les pays en transition visés au présent article sont les pays figurant dans la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le Comité d'aide au développement au 1<sup>er</sup> janvier 2003. »

#### CHAPITRE XI. — *De la chambre de recours dans le réseau de la Communauté française*

**Art. 58.** L'article 150 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements est remplacé comme suit :

« Article 150. - Le requérant peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

En cas d'absence du requérant ou de son défenseur, la chambre de recours statue valablement lors de sa deuxième séance. ».

## CHAPITRE XII. — Normes de création et restructuration d'école

**Art. 59.** L'article 4, 11°, de l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire, est complété comme suit :

« Sauf dérogation accordée par le Gouvernement, en application de l'article 16, 1°. »

**Art. 60.** A l'article 4, 12° du même arrêté royal, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 1<sup>er</sup> du point *a)* est complété comme suit : « , sauf dérogation accordée par le Gouvernement, en application de l'article 16, 1°. »

2° L'alinéa 1<sup>er</sup> du point *b)* est complété comme suit : « , sauf dérogation accordée par le Gouvernement, en application de l'article 16, 1°. »

**Art. 61.** A l'article 17 du même arrêté royal, les termes « ou une implantation » sont insérés entre les termes « école » et « nouvellement ».

**Art. 62.** A l'article 19 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les termes « ou de l'implantation » sont insérés entre les termes « l'école » et « créée »;

2° Les termes « ou la nouvelle implantation » sont insérés entre les termes « la nouvelle école » et « satisfait ».

**Art. 63.** L'article 16, 1° du même arrêté royal, est complété comme suit :

« Une dérogation peut être accordée par le Gouvernement :

- Soit lorsque suite à une augmentation d'au moins 10 % du nombre d'élèves (pour l'ensemble des écoles situées sur la même commune, niveaux maternel et primaire confondus), au moment de la demande de dérogation, par rapport au nombre d'élèves au 15 janvier, 5 ans auparavant, et maintenue pendant les trois années scolaires précédant l'introduction de la demande, les écoles ou implantations existantes sont dans l'impossibilité d'accueillir plus d'élèves sur le site et les bâtiments existants;
- Soit lorsque suite à une augmentation de 15 % de la population sur le territoire communal par rapport à la situation 10 ans auparavant, les écoles ou implantations existantes sont dans l'impossibilité d'accueillir plus d'élèves sur le site et les bâtiments existants. »

**Art. 64.** A l'article 21 du même arrêté royal, les termes « , à l'intérieur des limites communales au sein desquelles elles sont implantées » sont supprimés.

## CHAPITRE XIII. — Profils de formation

**Art. 65.** Sont abrogés l'article 1<sup>er</sup> et l'annexe 1 du décret du 25 mai 2000 portant confirmation des profils de formation de conducteur/ conductrice poids lourds, d'électricien installateur-monteur/électrienne installatrice-monteuse, d'ouvrier qualifié/ouvrière qualifiée en construction gros oeuvre, de conducteur/ conductrice de machines de fabrication de produits textiles, de technicien/technicienne de la photographie, de bijoutier-joaillier/bijoutière-joaillière, de technicien/technicienne en comptabilité, d'auxiliaire familial/auxiliaire familiale et sanitaire, d'esthéticien/d'esthéticienne et du profil de formation spécifique de technicien/ technicienne de cuisine de collectivité et définis conformément à l'article 6 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire.

## CHAPITRE XIV. — Dotations et subventions de fonctionnement

**Art. 66.** L'article 62 du Décret-programme du 17 décembre 2003, portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, le recouvrement des créances, la RTBF, les experts et les commissaires aux comptes du Gouvernement, l'Ecole d'administration publique de la Communauté française, l'ETNIC, l'aliénation des immeubles domaniaux appartenant à la Communauté française, les institutions universitaires, les statuts des personnels de l'enseignement, l'enseignement, les centres psycho-médico-sociaux, les centres de vacances, le sport, l'éducation permanente et les infrastructures culturelles, est abrogé.

**Art. 67.** L'article 3 de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est complété comme suit :

« § 5. - Le calcul des dotations et subventions de fonctionnement des écoles, tel que fixé par le présent article, prend en compte 88,6 % des élèves de l'enseignement maternel ordinaire, organisé et subventionné par la Communauté française, régulièrement inscrits à la date du 15 janvier. »

## CHAPITRE XV. — De l'aide spécifique aux directions avec classes d'écoles maternelles, primaires et fondamentales de l'enseignement ordinaire et spécialisé

**Art. 68.** A l'article 23, § 1<sup>er</sup> du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, modifié par les décrets du 14 juin 2001, du 27 mars 2002, du 11 juillet 2002, du 17 juillet 2002, du 3 juillet 2003, du 17 juillet 2003, du 22 octobre 2003, du 3 mars 2004, du 12 mai 2004 et du 20 juillet 2005 sont apportées les modifications suivantes :

1°) au premier alinéa, les termes « un horaire complet de 24 périodes de cours » est remplacé par « 18 périodes de cours »;

2°) au deuxième alinéa, le nombre « 18 » est remplacé par le nombre « 12 » ;

3°) au troisième alinéa, le nombre « 12 » est remplacé par le nombre « 6 ».

**Art. 69.** L'article 30 du décret du 13 juillet 1998 précité est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice des articles 26 et 27, le nombre de périodes générées pour les directions d'école, applicable du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août de l'année scolaire suivante, est déterminé au 15 janvier comme suit :

- 1° 6 périodes pour une école dont le nombre d'élèves est inférieur à 51;
- 2° 12 périodes pour une école dont le nombre d'élèves est supérieur à 50 et inférieur à 130;
- 3° 18 périodes hebdomadaires pour une école dont le nombre d'élèves est supérieur à 129 et inférieur à 180;
- 4° 24 périodes hebdomadaires pour une école de 180 élèves et plus.

Dans les écoles fondamentales, les élèves régulièrement inscrits le 15 janvier dans l'enseignement maternel sont ajoutés à ceux visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Par dérogation, pour l'année scolaire 2006 – 2007, les élèves régulièrement inscrits au 1<sup>er</sup> octobre 2005 dans l'enseignement maternel sont ajoutés à ceux visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le § 2 de l'article 29 et le § 2 de l'article 41 sont d'application pour le comptage du nombre d'élèves visés aux alinéas précédents. »

**Art. 70.** A l'article 45 du décret du 13 juillet 1998 précité, sont apportées les modifications suivantes :

1°) le premier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les écoles maternelles, le directeur d'école maternelle autonome de 50 élèves au plus est tenu d'assurer les trois quart d'un horaire complet. Lorsque le nombre d'élèves est supérieur à 50 et inférieur à 130, il est tenu d'assurer la moitié d'un horaire complet. Lorsque le nombre d'élèves est supérieur à 129 et inférieur à 180, il est tenu d'assurer le quart d'un horaire complet. »;

2°) au deuxième alinéa, le terme « à trois quart temps » est inséré entre les termes « à mi-temps » et « à temps plein »

3°) le troisième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Les nombres, calculés au 15 janvier, sont applicables du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août de l'année scolaire qui suit le comptage. Toutefois, pour l'année scolaire 2006 – 2007, ce sont les nombres calculés au 1<sup>er</sup> octobre 2005 qui sont d'application. »

4°) le cinquième alinéa est supprimé.

**Art. 71.** Dans l'article 41 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé modifié par le décret du 4 mai 2005, le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup> Le directeur exerce une charge d'enseignement :

- de 16 périodes, si le nombre d'élèves pris en considération est inférieur à 20;
- de 10 périodes, si le nombre d'élèves pris en considération est compris entre 20 et 39;
- de 2 périodes, si le nombre d'élèves pris en considération est compris entre 40 et 59.

Ces périodes font partie du capital-périodes. »

**Art. 72.** A l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les termes « et à l'aide spécifique aux directions d'écoles maternelles, primaires et fondamentales » sont ajoutés à la fin de l'alinéa précité.

**Art. 73.** Par « aide spécifique », il faut entendre toute forme de soutien mise en oeuvre dans le cadre de la gestion d'un établissement scolaire, à l'exception des tâches pédagogiques.

**Art. 74.** A l'article 37, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959 précitée, les termes « à l'article 32, § 1<sup>er</sup> et §§ 4 à 6 » sont remplacés par les termes « à l'article 32, § 1<sup>er</sup> et §§ 4 à 7. Les montants prélevés, dans le cadre de l'aide spécifique aux directions d'école maternelle, primaire et fondamentale, relevant des mécanismes de solidarité entre les différents niveaux d'enseignement prévus pour le financement de l'aide spécifique visée à l'article 32, § 1<sup>er</sup> alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas compris dans les 5 % dont question. »

#### CHAPITRE XVI. — *Du CAPAES*

**Art. 75.** L'article 10, alinéa 1<sup>er</sup> du décret du 17 juillet 2002 est remplacé comme suit :

« Nul ne peut s'inscrire à la formation du CAPAES, s'il n'est détenteur d'un titre académique autorisant son recrutement dans une fonction de maître de formation pratique, de maître assistant ou de chargé de cours dans une Haute Ecole ou de professeur de cours généraux, de cours techniques, de cours de pratique professionnelle, de cours techniques et de pratique professionnelle, de cours de psychologie – pédagogie – méthodologie, de cours spéciaux, de philosophie dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et s'il n'exerce pas une de ces fonctions ».

#### CHAPITRE XVII. — *Des maîtres et professeurs de religion*

**Art. 76.** L'article 119, paragraphe 2, du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion est complété par l'alinéa suivant :

« A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2006, les membres du personnel visés à l'alinéa 2 restent toutefois soumis à l'application du présent décret pour autant qu'ils comptent une ancienneté de service de 720 jours au moins calculée conformément à l'article 18. »



## TITRE II. — Du congé pour mission

**Art. 77.** L'article 17bis du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, est complété comme suit :

« Toutefois, par dérogation à l'alinéa 4, si le membre du personnel visé à l'alinéa 4 est âgé de 60 ans au moins, compte au moins 30 ans de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension et en exprime la demande, les alinéas 1 à 3 s'appliquent. »

## TITRE III. — Des dispositions en matière d'enseignement supérieur

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modification du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)*

**Art. 78.** A l'article 526 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), l'année « 2003 » est remplacée par l'année « 2008 ».

**Art. 79.** A l'article 527 du même décret l'année « 2006 » est remplacée par l'année « 2008 ».

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents*

**Art. 80.** À l'article 20 du décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "les maîtres de formation pratique," sont insérés entre les mots "est assurée par " et les mots "les maîtres assistants";

2° A l'alinéa 2, remplacé par le décret du 20 juillet 2005, les mots "maîtres de formation pratique," sont insérés entre les mots "A partir de la deuxième année, des" et les mots "maîtres assistants".

CHAPITRE III. — *Intervention dans le surcoût lié à l'augmentation des dépenses énergétiques des collectivités*

**Art. 81.** Pour l'année 2006 et de manière exceptionnelle, les dotations et subventions de fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur (Universités, Hautes Ecoles, Instituts supérieurs d'Architecture et Ecoles supérieures des Arts) et des internats autonomes de la Communauté française, organisés ou subventionnés par la Communauté française, sont augmentées d'un montant forfaitaire de 3,9652 € par étudiant au titre d'intervention dans le surcoût lié à l'augmentation des dépenses énergétiques.

Le nombre d'étudiants à prendre en considération pour chaque établissement et chaque internat est celui du nombre d'étudiants pris en compte pour le financement pour l'année académique 2004-2005.

CHAPITRE IV. — *Modification de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

**Art. 82.** A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, modifié par le décret du 16 décembre 2005, sont apportées les modifications suivantes :

a) Au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le montant de « 103.260.136 € » est remplacé par le montant de « 103.120.007 € »;

b) Au § 2, le montant de « 311.578.308 € » est remplacé par le montant de « 311.155.481 € »;

c) Au § 3, le montant de « 5.100.375 € » est remplacé par le montant de « 5.090.641 € ».

**Art. 83.** A l'article 32bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, inséré par le décret du 31 mars 2004, le montant de « 8.120.340 euros » est remplacé par le montant de « 8.109.320 euros »

CHAPITRE V. — *Modification du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités*

**Art. 84.** A l'annexe III du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, est apportée la modification suivante :

Etudes Européennes	2	1	1	1					
--------------------	---	---	---	---	--	--	--	--	--

Est remplacée par la ligne :

Etudes Européennes	2	1	1	1					1
--------------------	---	---	---	---	--	--	--	--	---

CHAPITRE VI. — *Modification du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 85.** L'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, remplacé par le décret du 16 décembre 2005, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10 - Le montant destiné à l'enseignement supérieur dispensé par les Hautes Ecoles « S » est égal à 264.121.858 € pour l'année budgétaire 1997. »

**TITRE IV. — Modification du décret du 17 juillet 2002  
relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales**

**Art. 86.** L'article 30 du décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales est remplacé par la disposition suivante :

« Article 30. Sauf si elles deviennent un musée organisé ou une institution muséale organisée par la Communauté française ou sauf s'il y a un retrait de reconnaissance conformément à l'article 12 du présent décret :

1° Les institutions qui bénéficient de subventions en application de l'arrêté royal du 22 avril 1958 réglementant l'octroi de subventions aux musées ne relevant pas de l'Etat, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2003, continuent à en bénéficier dans les conditions prévues par cet arrêté jusqu'à leur reconnaissance en vertu du présent décret et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2008;

2° Les institutions qui bénéficient d'une convention à durée indéterminée à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2003, continuent à jouir d'un montant de subvention au moins équivalent à celui fixé pour l'année 2002, jusqu'à leur reconnaissance en vertu du présent décret et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2008. »

**TITRE V. — Modification du décret du 10 avril 2003  
relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel**

**Art. 87.** A l'article 16, § 1<sup>er</sup>, du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Si la fixation des règles générales concernant les missions, la composition et les aspects essentiels de fonctionnement d'une instance d'avis nécessite la création d'une nouvelle instance d'avis, le Gouvernement est habilité à la créer. Il en détermine les missions, la composition et les aspects essentiels de fonctionnement. »

**TITRE VI. — Modification du décret du 17 juillet 2003  
relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente**

**Art. 88.** L'article 6, § 2, 2° du décret du 17 juillet 2003 relatif à l'action associative dans le champ de l'éducation permanente est remplacé par la disposition suivante :

« 2° Le Gouvernement requiert l'avis du Conseil et l'avis commun des services du Gouvernement pour l'examen de cette demande. Lorsque l'avis du Conseil n'intervient pas dans le délai prescrit par le Gouvernement, cet avis est considéré comme positif. »

**TITRE VII. — Dispositions finales**

**Art. 89.** L'article 4 produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2005.

L'article 20 produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2004.

L'article 56 produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Le chapitre VII et l'article 57 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

L'article 65 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2006.

Les articles 66 et 67 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Les articles 68 à 75 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2006.

Les articles 78 et 79 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> septembre 2002.

L'article 80 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2006.

Les articles 81 à 83 et 85 à 86 produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> janvier 2006.

L'article 84 entre en vigueur pour l'année académique 2006-2007

L'article 87 produit ses effets au 24 septembre 2005.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique  
et des Relations internationales,  
Mme M-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,  
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,  
C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

—  
Note

(1) *Documents du Conseil* — Projet de décret n° 283-1. — Amendements de commission, n° 283-2. — Rapport, n° 283-3. Amendements de séance, n° 283-4.

*Compte-rendu intégral*. — Discussion et adoption. Séance du mardi 18 juillet 2006.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3227

[C — 2006/29111]

**20 JULI 2006. — Decreet houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs, cultuur en permanente opvoeding (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — Verschillende bepalingen inzake leerplichtonderwijs****HOOFDSTUK I. — Sturingscommissie**

**Artikel 1.** In het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) Artikel 35 § 1, 2° wordt vervangen door de volgende woorden :

« 2° de minimale bekwaamheden inzake wiskunde op het einde van de kwalificatieafdeling, indien het aanleren van wiskunde voorkomt in het studieprogramma; ».

b) Artikel 69 § 1, 6° wordt aangevuld met de volgende woorden : « en met het voorleggen, in dat verband, van voorstellen voor de aanpassing van het inrichtingsproject. »

c) Artikel 72, vervangen door het decreet van 27 maart 2002, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 72. Op het einde van elk schooljaar, wordt een activiteitenverslag voor elke inrichting opgesteld.

In het onderwijs van de Franse Gemeenschap, wordt het jaarverslag door het inrichtingshoofd opgesteld. In het gesubsidieerd onderwijs, wordt het jaarlijks verslag door de afgevaardigde van de inrichtende macht opgesteld.

Het activiteitenverslag wordt aan het advies van de Participatieraad vóór 31 december onderworpen.

Het activiteitenverslag alsook de adviezen en voorstellen van de Participatieraad worden vóór 15 februari aan de inrichtende macht overgezonden.

Het activiteitenverslag kan door de Inspectie van de Franse Gemeenschap worden geraadpleegd. »

d) Artikel 73, aangevuld met het decreet van 29 maart 2001, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2001, aangevuld met het decreet van 27 maart 2002 en gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 73. Het jaarlijks activiteitenverslag omvat de balans van de maatregelen genomen in het kader van het pedagogisch project van de inrichtende macht en van het inrichtingsproject, om de algemene doelstellingen bepaald in artikel 6 te bereiken, vragen die de Participatieraad wenst daar te kunnen vinden, alsook vermeldingen met betrekking tot :

1° het cijfer van de leerlingen die geslaagd zijn en het cijfer van de leerlingen die gezakt zijn;

2° de beroepen tegen de beslissingen van de klassenraden en de resultaten van die procedure;

3° het aantal geweigerde inschrijvingen en de redenen voor de weigering van de inschrijvingen;

4° de voortgezette opleiding van de onderwijzers van de inrichting.

Ten minste om de drie jaar, omvat het eveneens de balans van de vermeldingen met betrekking tot :

1° de in het werk gestelde pedagogische nieuwigheden;

2° de stappen die ondernomen werden om de steun te organiseren van de in moeilijkheden verkerende leerlingen;

3° de stappen die ondernomen werden om de oriëntatie van de leerlingen te bevorderen;

4° de van kracht zijnde praktijken op het vlak van huiswerk tijdens de tweede fase van het in artikel 13 bedoelde pedagogisch continuüm;

5° de initiatieven genomen in samenwerking met de partners die niet tot de inrichting behoren inzake kunst, cultuur en sport;

6° de initiatieven genomen inzake mediaopvoeding, gezondheid en milieu;

7° de initiatieven voor de integratie in de inrichting van de leerlingen die afkomstig zijn uit het buitengewoon onderwijs;

8° de middelen die in het werk worden gesteld om het traject in drie jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs te organiseren. ».

**Art. 2.** In het derde lid van artikel 20 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, worden de woorden « jaarlijks, in haar activiteitenverslag, haar evaluatie naar de Begeleidingscommissie » vervangen door de woorden « op 31 december van elk jaar naar de sturingscommissie. ».

**Art. 3.** In het derde lid van artikel 14 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, worden de woorden « jaarlijks, in haar activiteitenverslag, haar evaluatie naar de Begeleidingscommissie » vervangen door de woorden « op 31 december van elk jaar naar de sturingscommissie. ».

HOOFDSTUK II. — *Het gespecialiseerd onderwijs*

**Art. 4.** Artikel 337 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt vervangen door het volgende artikel :

« De studenten die regelmatig ingeschreven zijn tijdens het schooljaar 2004-2005 in het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3, ofwel in de tweede fase, ofwel in het vierde of in het vijfde jaar, kunnen toegang hebben tot een kwalificatie-examen op het einde van de tweede fase of van het vijfde jaar, uiterlijk op het einde van het schooljaar 2006-2007, en kunnen toegang hebben tot het kwalificatie-examen op het einde van de 3e fase of van het 6e jaar uiterlijk op het einde van het schooljaar 2006-2007, volgens dezelfde voorwaarden als deze die vermeld zijn voor hun intrede in de 2e fase of het 4e jaar.

« De studenten die regelmatig ingeschreven zijn tijdens het schooljaar 2004-2005 in het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3, ofwel in de derde fase, ofwel in het vierde of in het zesde jaar, kunnen toegang hebben tot een kwalificatie-examen op het einde van de derde fase of van het zesde jaar, uiterlijk op het einde van het schooljaar 2006-2007, volgens dezelfde voorwaarden als deze die vermeld zijn voor hun intrede in de 3e fase of het 6e jaar. ».

**Art. 5.** In de volgende artikelen van hetzelfde decreet, in de Franse versie, wordt het woord « spécial » vervangen door het woord « spécialisé » :

- a) artikel 6;
- b) artikel 13 § 3;
- c) artikel 179, 1° en 2°;
- d) artikel 180, derde lid.

**Art. 6.** In artikel 55, § 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden « tijdens het schooljaar » vervangen door de woorden « tijdens het schooljaar, volgens door de Regering nader te bepalen regels. ».

**Art. 7.** In artikel 59 van hetzelfde decreet, worden de woorden « eindvaardigheden » vervangen door de woorden « basisvaardigheden ».

**Art. 8.** Artikel 101 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 101. De leden van het paramedisch, sociaal en psychologisch personeel worden ertoe gehouden :

- 1° 2 werktijden voor de klassenraad te verstrekken als zij meer dan een halve opdracht uitoefenen;
- 2° 1 werktijd voor de klassenraad te verstrekken als zij 8 werktijden met een halve opdracht uitoefenen;
- 3° Beneden een opdracht van 8 werktijden, worden hun verplichtingen beperkt tot de mededeling van de inlichtingen die nuttig zijn voor het goede verloop van de klassenraad. ».

**Art. 9.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 110*bis*, ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 110*bis*. De leden van het opvoedend hulppersoneel zijn ertoe gehouden hoogstens 2 uren klassenraad per week te presteren.

De uren voor de klassenraad tellen mee in de prestaties bepaald in artikel 110. »

**Art. 10.** Artikel 170, § 1, 2° van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden « of zijn afgevaardigde; »

**Art. 11.** In artikel 210 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° In § 2, vijfde lid, worden de woorden « § 2 » vervangen door de woorden « § 1 »;
- 2° § 2 wordt aangevuld als volgt :

« Hij blijft de weddeschaal genieten die bestemd is voor het bevorderingsambt dat hij in het basisonderwijs uitoefent, vermeerderd met een toelage die het verschil uitmaakt tussen die schaal en deze die toegekend wordt aan een studieprefect of directeur van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs die, in het secundair onderwijs van de lagere graad, het wervingsambt heeft uitgeoefend waardoor hij onrechtstreeks tot het ambt van studieprefect of directeur toegang heeft kunnen hebben. ».

HOOFDSTUK III. — *Schoolvakantie*

**Art. 12.** In artikel 14 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, wordt het woord « jaarlijks » geschrapt.

**Art. 13.** In artikel 8 van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur van het secundair onderwijs, vervangen door het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, wordt het woord « jaarlijks » geschrapt.

**Art. 14.** In artikel 120 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, wordt het woord « jaarlijks » geschrapt.

HOOFDSTUK IV. — *Meerderjarige leerlingen*

**Art. 15.** Artikel 41 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, wordt gewijzigd als volgt :

« Artikel 41. De in artikel 40 bedoelde minderjarige leerling wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de omkadering, de subsidies of de dotaties binnen de inrichting waarin hij school loopt, onder voorbehoud dat hij ten minste drie maanden regelmatig schoolbezoek telt in een schoolinrichting op het ogenblik van de telling. ».

**Art. 16.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 42*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 42*bis*. Wanneer de minderjarige leerling bedoeld in artikel 40, die school loopt in een schoolinrichting die de bepaling bedoeld in artikel 41 geniet, meerderjarig wordt, wordt hij in aanmerking genomen voor de berekening van de omkadering, de subsidies of de dotaties binnen die inrichting, of, indien hij deze verlaat, elke andere inrichting voor secundair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap waar hij ingeschreven is, op voorwaarde dat hij op het ogenblik van de telling voldoet aan de voorwaarden om regelmatig leerling te zijn. ».

**Art. 17.** Artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 september 1991 tot uitvoering van de artikelen 59, 60 en 61 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs wordt aangevuld als volgt : « 12° De leerlingen van het secundair onderwijs bedoeld in artikel 42bis van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie. ».

#### HOOFDSTUK V. — *Terugbetaling van de reis- en verblijfskosten*

**Art. 18.** Artikel 21 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van de school waarin het aantal geslaagde leerlingen in het basisonderwijs hoger wordt, aangevuld met het decreet van 24 juli 1997, wordt aangevuld met het volgende lid : « De leden van de Algemene Raad hebben recht op de terugbetaling van hun reis- en verblijfskosten onder de voorwaarden die toepasselijk zijn op de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. ».

**Art. 19.** Artikel 170 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt aangevuld als volgt : « § 3. De leden van de Raad hebben recht op de terugbetaling van hun reis- en verblijfskosten onder de voorwaarden die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. ».

#### HOOFDSTUK VI. — *Meesters-, vak- en dienstpersoneel*

**Art. 20.** In artikel 51bis, eerste lid, van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, zoals weer ingevoerd door het decreet van 1 juli 2005 houdende diverse maatregelen betreffende het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, het hoger onderwijs, de gezondheidspromotie op school, de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, de hulpverlening aan de jeugd, de permanente opvoeding en de begrotingsfondsen, worden de woorden « van hoofdstuk I, artikelen 7, b), c), 8 » vervangen door de woorden « van de artikelen 7, b), c), en 8 van hoofdstuk II ».

**Art. 21.** Hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, zoals weer ingevoerd door het decreet van 1 juli 2005 houdende diverse maatregelen betreffende het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, het hoger onderwijs, de gezondheidspromotie op school, de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, de hulpverlening aan de jeugd, de permanente opvoeding en de begrotingsfondsen, heeft uitwerking met ingang van 1 september 2005.

**Art. 22.** Artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 september 1990 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en aan de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die tijdelijk aangesteld worden in een beter bezoldigd ambt dan dat waarin zij vast benoemd zijn, zoals gewijzigd bij het decreet van 1 juli 2005 houdende diverse maatregelen betreffende het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, het hoger onderwijs, de gezondheidspromotie op school, de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, de hulpverlening aan de jeugd, de permanente opvoeding en de begrotingsfondsen, heeft uitwerking met ingang van 1 september 2005.

#### HOOFDSTUK VII. — *Vakantiegeld*

**Art. 23.** Dit hoofdstuk is van toepassing op de personeelsleden van het onderwijs die een wedde of een weddesubsidie ten laste van de Franse Gemeenschap genieten.

**Art. 24.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk, dient te worden verstaan onder :

- 1° « referentiejaar », het burgerlijk jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de jaarlijkse vakantie wordt toegekend;
- 2° « lopend jaar », het jaar waarin de jaarlijkse vakantie wordt toegekend;
- 3° « jaarlijkse wedde », de wedde, het loon, de vergoeding of de toelage die geldt als wedde of loon, met inbegrip van de eventuele haard- of standplaatstoelage;
- 4° « volledige maand », de maand waarin de gepresteerde diensten van de eerste dag tot de laatste dag van die maand lopen;
- 5° « volledige prestaties », de prestaties die, door de uurrooster, een normale beroepsactiviteit volledig dekken.

**Art. 25.** Het vakantiegeld bestaat uit een vast deel en een variabel deel.

Voor de volledige prestaties die gedurende het hele referentiejaar worden verricht, wordt het vakantiegeld vastgesteld als volgt :

1° Voor het vast deel : het bedrag van het vast deel dat in het voorafgaande jaar werd toegekend, vermeerderd met een breuk waarvan de deler het gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het voorafgaande jaar is en de teller het gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het lopende jaar. Het aldus verkregen resultaat wordt vastgesteld tot en met de vierde decimaal;

2° Voor het variabel deel : het variabel deel overeenstemmend met 1,1 procent van de jaarlijkse wedde(n), gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, die de wedde(n) bepaalt(len) die verschuldigd is(zijn) voor de maand maart van het vakantiejaar. Wanneer het personeelslid voor de betrokken maand geen wedde of verminderde wedde heeft ontvangen, wordt dat percentage berekend op de wedde(n) die voor die maand verschuldigd zou(den) zijn geweest.

**Art. 26.** In afwijking van artikel 25, wordt het bedrag van het vakantiegeld dat wordt toegekend aan de leden van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap die vallen onder het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap en aan de gesubsidieerde leden van het administratief personeel van de onderwijsinrichtingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, vastgesteld op 70 % van één twaalfde van de jaarwedde, gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, die de wedde bepaalt voor de maand maart van het vakantiejaar.

De bij artikel 25 vastgestelde wijze van berekening van het vakantiegeld blijft van toepassing wanneer die wijze van berekening aan de personeelsleden het voordeel van een gunstiger vakantiegeld toekent.

**Art. 27.** Voor de berekening van het bedrag van het vakantiegeld worden in aanmerking genomen, de perioden gedurende welke het personeelslid, tijdens het referentiejaar :

1° de jaarwedde geheel of gedeeltelijk heeft ontvangen;

2° niet in dienst kon treden of de uitoefening van zijn ambt heeft onderbroken krachtens de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten, of de op 20 februari 1980 gecoördineerde wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, met uitsluiting in de twee gevallen van de wederoproeping bij wijze van tuchtmaatregel;

3° een ouderschapsverlof heeft genoten;

4° afwezig is geweest ten gevolge van een verlof of een werkonderbreking bedoeld in de artikelen 39 en 42 tot 42 bis van de arbeidswet van 16 maart 1971 of van artikel 18, tweede lid van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector.

Wanneer het gaat om een personeelslid dat niet de leeftijd van 25 jaar heeft bereikt op het einde van het referentiejaar, wordt de periode die loopt vanaf de eerste januari van het referentiejaar tot de dag die voorafgaat aan de dag waarop het personeelslid die leeftijd heeft bereikt eveneens in aanmerking genomen voor de berekening van het vakantiegeld indien hij in dienst treedt uiterlijk de laatste werkdag van de periode van vier maanden volgend op de datum waarop hij studies die het recht op kinderbijslag openen heeft beëindigd of op de datum waarop de leerovereenkomst geëindigd is.

Het personeelslid levert, door alle rechtsmiddelen, getuigen inbegrepen, het bewijs dat hij de vereiste voorwaarden vervult.

**Art. 28.** Onverminderd artikel 27, eerste lid, punten 2° en 3°, en tweede lid, wanneer volledige prestaties niet gedurende het gehele referentiejaar niet werden verricht, wordt het vakantiegeld vastgesteld als volgt :

1° één twaalfde van het jaarbedrag voor elke periode prestaties die gedurende een volle maand lopen;

2° één dertigste van het maandbedrag per kalenderdag wanneer de prestaties niet gedurende de volle maand lopen.

De toekenning van een gedeeltelijke wedde met betrekking tot de uitoefening van verminderde prestaties heeft een evenredige vermindering van het vakantiegeld tot gevolg.

**Art. 29.** Bij onvolledige prestaties wordt het vakantiegeld toegekend in verhouding tot de prestaties die zijn verricht op grond van de uurdelers(s) die in de bezoldigingsregeling worden gebruikt. In voorkomend geval is dezelfde verhouding van toepassing op de perioden bedoeld in artikel 27, eerste lid, punt 2°, en tweede lid.

**Art. 30. § 1.** Twee of meer toelagen voor vakantiegeld, met inbegrip van deze die werden ontvangen bij toepassing van de gecoördineerde wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, mogen niet worden gecumuleerd boven het bedrag dat overeenstemt met het hoogste vakantiegeld, dat wordt ontvangen wanneer het vakantiegeld van alle ambten of activiteiten worden berekend op grond van volledige prestaties.

Daartoe wordt het vakantiegeld van één of meer ambten verminderd of ingehouden met uitzondering van het vakantiegeld ter uitvoering van de gecoördineerde wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers.

Indien de inhoudingen of verminderingen over verschillende toelagen voor vakantiegeld moeten of kunnen worden verricht, wordt het laagste vakantiegeld eerst verminderd of afgeschaft.

Voor de toepassing van de vorige leden, dient onder vakantiegeld ter uitvoering van de gecoördineerde wetten op de jaarlijkse vakantie van de werknemers te worden verstaan, het deel van het vakantiegeld dat niet met de bezoldiging van de vakantiedagen overeenstemt.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, is het personeelslid dat verschillende toelagen voor vakantiegeld cumuleert, ertoe gehouden er het bedrag van mee te delen, alsook eventueel het bedrag dat voor volledige prestaties wordt berekend, aan elke dienst van het personeel waaronder het ressorteert.

Elke overtreding van het vorige lid kan tuchtsancties tot gevolg hebben.

**Art. 31.** De bedragen die het personeelslid zou hebben ontvangen bij wijze van vakantiegeld op grond van andere prestaties verricht gedurende het referentie-jaar, worden afgetrokken van het bedrag van het vakantiegeld dat met toepassing van artikel 27, tweede lid, wordt toegekend.

**Art. 32. § 1.** Het vakantiegeld wordt vanaf 1 mei en uiterlijk op 30 juni van het lopende jaar uitbetaald.

§ 2. In afwijking van de regel vermeld in de eerste paragraaf, wordt het vakantiegeld uitbetaald in de loop van de maand volgend op de datum van de inruststelling, het overlijden, het ontslag, de afdanking of de afzetting van de betrokkene.

Voor de toepassing van het vorige lid, wordt het vakantiegeld berekend rekening houdend met het vast bedrag, het percentage en de eventuele inhouding die op de betrokken datum geldt; het percentage wordt toegepast op de jaarwedde die als basis dient voor de berekening van de wedde die het personeelslid op dezelfde datum ontvangt. Wanneer hij op dat ogenblik geen wedde of verminderde wedde ontvangt, wordt het percentage berekend op de wedde(n) die zou(den) zijn verschuldigd.

**Art. 33.** Op het bruto-bedrag van het vakantiegeld wordt een inhouding van 13,07 procent verricht.

**HOOFDSTUK VIII. — Inrichting van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid overeenkomstig artikel 16 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen.**

**Art. 34.** De examens voor het uitreiken van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid hebben betrekking op :

1° de Franse of Duitse taal;

2° de psychologie;

3° de pedagogie;

4° de methodologie en de praktijk van het onderwijs.

**Art. 35.** Worden toegelaten tot de examens voor het bekomen van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid de kandidaten die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° Belg zijn of staatsburger van een lidstaat van de Europese Unie, IJsland, Liechtenstein, Noorwegen of Zwitserland;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldoen;

5° houder zijn van een van de hierna opgenomen vereiste bekwaamheidsbewijzen :

a) het diploma doctor, licentiaat, ingenieur of apotheker;

b) het diploma architect;

c) het diploma technische ingenieur;

d) het diploma hogere technische school of cursussen van de eerste graad;

e) het diploma hoger kunstonderwijs;

f) het diploma hoger kunstsecundair onderwijs;

g) het diploma hogere secundaire technische school of cursussen;

h) het brevet hoger beroepsecundair onderwijs;

i) het diploma lagere secundaire technische school of cursussen;

j) het brevet lagere beroepsecundaire school of cursussen;

k) het diploma industrieel ingenieur;

l) een diploma hoger onderwijs van het lange type en voor sociale promotie;

m) een diploma hoger onderwijs van het korte type en met volledig leerplan;

n) een diploma hoger onderwijs van het korte type en voor sociale promotie;

o) het getuigschrift van specifieke bekwaamheid van het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie;

p) het getuigschrift van specifieke bekwaamheid van het lager secundair onderwijs voor sociale promotie;

q) het diploma van kandidaat.

De hierboven vermelde diploma's staan in direct verband met het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten;

6° zich kandidaat hebben gesteld volgens de vorm en de termijn bepaald in de oproep tot de kandidaten.

**Art. 36.** De kandidaten moeten, op straffe van nietigheid, hun aanvraag indienen per ter post aangetekende brief.

**Art. 37.** Het inschrijvingsgeld voor de examens is vastgesteld op 12,50 euro.

**Art. 38.** Jaarlijks is er een examen zitting.

**Art. 39.** De examens worden minstens vijftien dagen op voorhand aangekondigd via een bericht ingelast in het *Belgisch Staatsblad* en, daarenboven, via elk ander publicatiemiddel dat de Regering aangepast acht. Dat bericht vermeldt de voorwaarden die vereist worden van de kandidaten alsook de vorm en de termijn voor de kandidaatstelling.

**Art. 40.** De examencommissie bestaat uit een voorzitter, een ondervoorzitter, een secretaris en 24 leden.

**Art. 41.** De Voorzitter wordt gekozen onder de ambtenaren van minstens rang 12 binnen het Algemeen bestuur Onderwijspersoneel.

De Ondervoorzitter wordt gekozen onder de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de inrichtingen van de Franse Gemeenschap of onder de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen.

De secretaris wordt gekozen onder de ambtenaren van het Algemeen bestuur Onderwijspersoneel.

De leden worden gekozen onder de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel der inrichtingen van de Franse Gemeenschap of onder de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, in functie van hun bekwaamheid met betrekking tot de ingerichte examens.

**Art. 42.** De Regering wijst de Voorzitter, de Plaatsvervangend voorzitter, de Ondervoorzitter, de Plaatsvervangend Ondervoorzitter, de secretaris, de plaatsvervangend secretaris en de leden van de examencommissie aan.

**Art. 43.** De voorzitter van de examencommissie of de ondervoorzitter zorgt voor de regulariteit van de examens. De secretaris zorgt voor de schriftelijke activiteiten, de notulen en de aanwezigheidsregisters. Bij verhindering, wordt hij vervangen door een lid dat door de voorzitter of de ondervoorzitter aangewezen wordt.

**Art. 44.** De eindbeslissing berust bij de leden van de examencommissie gedurende de voltallige beraadslaging en beslissing. De secretaris is niet stemgerechtigd.

De aanwezigheid van de meerderheid van de leden van de examencommissie wordt voor de beraadslaging en beslissing vereist.

De voorzitter zorgt ervoor dat op de beraadslaging en de beslissing minstens een lid over de bekwaamheid beschikt waarrond de examens ingericht worden".

**Art. 45.** Niemand mag, op straffe van nietigheid, als lid van de examencommissie, deel nemen aan het examen van een personeelslid van dezelfde inrichting, van een bloed- of aanverwante tot de vierde graad inbegrepen.

**Art. 46.** De examens worden gesuperviseerd en geëvalueerd door minimum drie leden van de examencommissie. Voor de proef psychologie, pedagogie en methodologie, wordt de aanwezigheid van een deskundige vereist. Voor een proef met betrekking tot de les, wordt de aanwezigheid van een specialist van de sector vereist".

**Art. 47.** De examens bevatten een schriftelijk en mondeling deel.

de schriftelijke proef bevat :

- Samenvatting, uitleg en commentaar van een tekst in verband met het onderwijzend ambt;
- Duur van de schriftelijke proef : 3 uur;
- Toegekende punten : 100.

De mondelinge proef bevat :

a) een les gekozen door de examencommissie onder drie lessen voorgesteld door de kandidaat.

Toegekende punten : 200.

b) een mondelinge ondervraging over psychologie, pedagogie, methodologie en de praktijk van het onderwijs, waaronder :

1° Psychologie van het kind en van de tiener;

- Algemene kenmerken van het psychisme van het kind;
- Ontwikkelingsstappen van het kind;
- Ontwikkeling van de tiener.

2° Pedagogie :

De grote namen in de pedagogie. De moderne pedagogie. De meester. De leerling. De schoolkringen. De onderwijskringen. De betrekkingen met de buitenschoolse kringen.

3° Methodologie en praktijk van het onderwijs :

de kunst van het onderwijzen en de onderwijsmethodes. Verschillende methodes.

Verband tussen de technische vakken, de beroepspraktijk en de algemene vakken en de speciale vakken. Proces van een les. Huiswerk. Ondervragingen. Didactisch materiaal. Maatregelen inzake veiligheid en hygiëne.

Toegekende punten : 100.

**Art. 48.** De houders van een getuigschrift middelbare technische normale cursussen worden op eigen aanvraag vrijgesteld van :

de schriftelijke proef;

de mondelinge ondervraging inzake psychologie, pedagogie, methodologie en onderwijspraktijk.

**Art. 49.** De schriftelijke proef moet aan de mondelinge proef voorafgaan. De recipiendi die niet 50 % van de punten op de schriftelijke proef hebben bekomen, kunnen niet deelnemen aan de mondelinge proef van dezelfde zitting.

**Art. 50.** Wanneer de behoorlijk opgeroepen kandidaat in de onmogelijkheid verkeert zich voor te stellen op de datum bepaald door de Voorzitter van de examencommissie voor één van de ingerichte proeven, wordt hij ertoe gehouden de Voorzitter van de examencommissie ervan te verwittigen, per aangetekend schrijven, ten laatste vijf werkdagen voor de datum die bepaald werd voor de betrokken proef.

Bij gebrek daaraan, wordt de afwezige kandidaat onontvankelijk verklaard voor de volgende examenzitting. De afwezige kandidaat zal niettemin de examencommissie kunnen vragen deze beslissing tot onontvankelijkheid te herzien als zijn niet met redenen omklede afwezigheid te wijten is aan een geval van overmacht.

Wanneer de kandidaat voor de proef niet de mogelijkheid heeft zijn les te geven in de klas waarvoor die voorbereid was, kan het evaluatieteam hem voorstellen de les te geven in een klas waarin dezelfde les gegeven kan worden. De kandidaat kan dit voorstel afwijzen. Desnoods, zal hij later opgeroepen worden in functie van de beschikbaarheid van de kalender en van de schoolinrichtingen.

**Art. 51.** Om het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid te bekomen, moeten de kandidaten minstens 60 % hebben behalen van het totaal toegekende punten en 50 % van de punten toegekend voor ieder vak.

**Art. 52.** De Regering treft alle nodige maatregelen voor de organisatie van de zittingen en de werking van de examencommissies.

**Art. 53.** De leden van de examencommissie die zich zouden moeten verplaatsen, bekomen de reglementaire vergoeding om reis- en verblijfkosten.

**Art. 54.** De voorzitter, ondervoorzitter en leden van de examencommissie ontvangen een subsidie voor de verbetering van de schriftelijke proef, subsidie die bepaald is op 7 euro.

**Art. 55.** Dit hoofdstuk heft het ministerieel besluit van 5 december 1970 op, genomen ter uitvoering van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en normaal Rijksonderwijs, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen.

*HOOFDSTUK IX. — Tegemoetkoming in de meerkost gekoppeld aan de verhoging van de energetische uitgaven van de collectiviteiten*

**Art. 56.** Voor het jaar 2006 en bij wijze van uitzondering, worden de werkingsdotaties en -subsidies van de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs en van de internaten, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, vermeerderd met een forfaitair bedrag van 5,79 euro per leerling als tegemoetkoming in de meerkost voortvloeiend uit de verhoging van de energetische uitgaven.

Het aantal leerlingen dat in aanmerking moet worden genomen voor iedere inrichting en ieder internaat is dat van de erkende schoolbevolking op 15 januari 2005.

De betrokken sommen worden uitgetrokken op de organisatie-afdelingen en de basisallocaties die tot de financiering van de werkingsdotaties en -subsidies van de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs en van de internaten, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, dienen.



HOOFDSTUK X. — *Nieuwkomende leerlingen*

**Art. 57.** Artikel 2, 1°, *b*), van het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd, wordt met het volgend lid aangevuld :

« Bij wijze van overgangsmaatregel, van 1 januari 2005 tot 30 juni 2008, worden de ontwikkelings- en overgangslanden bedoeld bij dit artikel de landen die opgenomen worden in de lijst van de begunstigen van de hulp opgesteld door het Comité voor ontwikkelingshulp op 1 januari 2003. ».

HOOFDSTUK XI. — *De raad van beroep van het net van de Franse Gemeenschap*

**Art. 58.** Artikel 150 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt als volgt vervangen :

« Artikel 150. De verzoeker kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de in werkelijke dienst zijnde of in ruste gestelde personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging.

Bij afwezigheid van de verzoeker of van diens verdediger, beraadslaagt en beslist de raad van beroep geldig tijdens zijn tweede zitting. » .

HOOFDSTUK XII. — *Normen voor de creatie en de herstructurering van scholen*

**Art. 59.** Artikel 4, 11°, van het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs, wordt als volgt aangevuld :

« Behoudens afwijking toegekend door de Regering, met toepassing van artikel 16, 1°. » .

**Art. 60.** In artikel 4, 12° van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid van punt *a*) wordt als volgt aangevuld : "behoudens afwijking toegekend door de Regering, met toepassing van artikel 16, 1°. »

2° het eerste lid van punt *b*) wordt als volgt aangevuld : "behoudens afwijking toegekend door de Regering, met toepassing van artikel 16, 1°. » .

**Art. 61.** In artikel 17 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "of vestigingsplaats" ingevoegd tussen de woorden "school" en "mag".

**Art. 62.** In artikel 19 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "of vestigingsplaats" worden ingevoegd tussen de woorden "scholen" en de woorden "voor de vierde keer";

2° de woorden "of de nieuwe vestigingsplaats" worden ingevoegd tussen de woorden "school" en de woorden "aan de programmatievoorwaarden".

**Art. 63.** Artikel 16, 1° van hetzelfde koninklijk besluit wordt als volgt aangevuld :

« Er kan een afwijking toegestaan worden door de Regering :

ofwel wanneer, ten gevolge van een verhoging van minstens 10 % van het aantal leerlingen (voor het geheel van de scholen in dezelfde gemeente, basis- en lagerniveaus door elkaar), op het ogenblik van de aanvraag tot afwijking, in vergelijking met het aantal leerlingen op 15 januari, 5 jaar daarvoor, en behouden gedurende de drie schooljaren die voorafgaan aan de indiening van de aanvraag, de bestaande scholen of vestigingsplaatsen in de onmogelijkheid verkeren meer leerlingen te verwelkomen op de bestaande site en gebouwen;

ofwel wanneer, ten gevolge van een verhoging van 15 % van de bevolking op het gemeentelijk grondgebied in vergelijking met de toestand tien jaar ervoor, de bestaande scholen of vestigingsplaatsen in de onmogelijkheid verkeren meer leerlingen te verwelkomen op de bestaande site of gebouwen. » .

**Art. 64.** In artikel 21 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden " , binnen de grenzen van de gemeente(n) waar ze gelegen zijn, " geschrapt.

HOOFDSTUK XIII. — *Opleidingsprofielen*

**Art. 65.** Opgeheven worden artikel 1 en de bijlage 1 van het decreet van 25 mei 2000 tot bekrachtiging van de opleidingsprofielen van vrachtwagenbestuurder/vrachtwagenbestuurster, mannelijke of vrouwelijke electricien installateur-monteur, geschoold werkman/werkvrouw bouwkunde-ruwbouw, mannelijke of vrouwelijke operator van textielmachines, mannelijke of vrouwelijke technicus fotografie, juwelier/juwelierster, mannelijke of vrouwelijke boekhoudkundig technicus, mannelijke of vrouwelijke gezins- en sanitaire hulp, schoonheidsverzorgster/schoonheidsverzorgster en van het specifiek opleidingsprofiel van mannelijke of vrouwelijke technicus grootkeukens en vastgesteld overeenkomstig artikel 6 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs.

HOOFDSTUK XIV. — *Werkingsdotaties en -subsidies*

**Art. 66.** Artikel 62 van het programmadecreet houdende verscheidene maatregelen inzake begrotingsfondsen, inning van schuldvorderingen, de RTBF, de deskundigen en commissarissen der rekeningen van de Regering, de " Ecole d'Administration publique " (School voor Overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap, het ETNIC, de vervreemding van onroerende domeingoederen die tot de Franse Gemeenschap behoren, de universitaire instellingen, de statuten van het onderwijspersoneel, het onderwijs, de psycho-medisch-sociale centra, de vakantiecentra, de sport, de permanente opvoeding en de culturele infrastructuur, wordt opgeheven.

**Art. 67.** Artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt als volgt aangevuld :

« § 5. – De berekening van de werkingsdotaties en -subsidies van scholen, zoals bepaald bij dit artikel, neemt in aanmerking 88,6 % van de leerlingen van het gewoon basisonderwijs, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die regelmatig ingeschreven zijn op 15 januari. » .

HOOFDSTUK XV. — *De specifieke hulp verleend aan de directies van kleuter-, basis- en lagere scholen van het gewoon onderwijs en het gespecialiseerd onderwijs*

**Art. 68.** In artikel 23, § 1 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de decreten van 14 juni 2001, 27 maart 2002, 11 juli 2002, 17 juli 2002, 3 juli 2003, 17 juli 2003, 22 oktober 2003, 3 maart 2004, 12 mei 2004 en 20 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) in het eerste lid, worden de woorden « een volledige onderwijsopdracht van 24 lestijden » vervangen door de woorden « 18 lestijden »;

2°) in het tweede lid, wordt het aantal « 18 » vervangen door het aantal « 12 »;

3°) in het derde lid, wordt het aantal « 12 » vervangen door het aantal « 6 ».

**Art. 69.** Artikel 30 van het bovenvermelde decreet van 13 juli 1998 wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd de artikelen 26 en 27 wordt het aantal lestijden voor de schooldirecties dat van 1 september tot 31 augustus van het volgende schooljaar geldig is, op 15 januari als volgt bepaald :

1° 6 lestijden voor een school waarvan het aantal leerlingen lager is dan 51;

2° 12 lestijden voor een school waarvan het aantal leerlingen hoger is dan 50 en lager dan 130;

3° 18 wekelijkse lestijden voor een school waarvan het aantal leerlingen hoger is dan 129 en lager dan 180;

4° 24 wekelijkse lestijden voor een school van 180 leerlingen en meer.

In de basisscholen worden de leerlingen die op 15 januari regelmatig in het kleuteronderwijs waren ingeschreven, toegevoegd aan deze bedoeld in het eerste lid. In afwijking van wat voorafgaat, voor het schooljaar 2006-2007, worden de leerlingen die op 1 oktober 2005 regelmatig in het kleuteronderwijs ingeschreven waren, toegevoegd aan deze bedoeld in het eerste lid.

§ 2 van artikel 29 en § 2 van artikel 41 zijn van toepassing voor de telling van het aantal leerlingen bedoeld in de vorige leden. »

**Art. 70.** In artikel 45 van het bovenvermelde decreet van 13 juli 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« In de kleuterscholen moet de directeur van een autonome kleuterschool met ten hoogste 50 leerlingen drie vierde van een voltijds lesrooster presteren. Indien het aantal leerlingen hoger is van 50 en lager dan 130, moet hij de helft van een volledig lesrooster presteren. Indien het aantal leerlingen hoger is dan 129 en lager dan 180, moet hij één vierde van een volledig lesrooster presteren. »;

2°) in het tweede lid worden de woorden « drie vierde » ingevoegd tussen de woorden « halftijdse » en « voltijdse »;

3°) het derde lid wordt vervangen als volgt :

« Het aantal dat op 15 januari berekend wordt, is van toepassing vanaf 1 september tot 31 augustus van het schooljaar volgend op de telling. Nochtans, voor het schooljaar 2006-2007, is het aantal dat op 1 oktober 2005 berekend wordt, dat van toepassing is. »

4°) het vijfde lid wordt geschrapt.

**Art. 71.** In artikel 41 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, gewijzigd bij het decreet van 4 mei 2005, wordt § 1 vervangen als volgt :

« § 1. De directeur vervult een onderwijsopdracht :

van 16 lestijden, als het aantal leerlingen dat in aanmerking wordt genomen, lager is dan 20;

van 10 lestijden, als het aantal leerlingen dat in aanmerking wordt genomen tussen 20 en 39 ligt;

van 2 lestijden, als het aantal leerlingen dat in aanmerking wordt genomen tussen 40 en 59 ligt.

Deze lestijden behoren tot het lestijdenpakket. ».

**Art. 72.** In artikel 32, § 1, eerste lid van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de woorden « en aan de specifieke hulp verleend aan de directies van kleuter-, basis- en lagere scholen » toegevoegd aan het einde van het voornoemde lid.

**Art. 73.** Onder « specifieke hulp » wordt verstaan elke vorm van ondersteuning in het kader van het beheer van een schoolinrichting, met uitzondering van de pedagogische taken.

**Art. 74.** In artikel 37, tweede lid, van de bovenvermelde wet van 29 mei 1959, worden de woorden « in artikel 32, § 1 en §§ 4 tot 6 » vervangen door de woorden « in artikel 32, § 1 en §§ 4 tot 7 ». De bedragen geïnd in het kader van de specifieke hulp aan de directies van kleuter-, basis- en lagere scholen, behorend tot de systemen van solidariteitsmechanismen tussen de verschillende onderwijsniveaus die in aanmerking komen voor de financiering van de specifieke hulp bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, zijn niet in de 5 % waarvan sprake is, inbegrepen. »

HOOFDSTUK XVI. — *Getuigschrift van Pedagogische Bekwaamheid voor het Hoger Onderwijs (GPBHO)*

**Art. 75.** Artikel 10, eerste lid van het decreet van 17 juli 2002 wordt vervangen als volgt :

« Niemand kan zich inschrijven voor de vorming van het GPBHO als hij geen houder is van een academisch bekwaamheidsbewijs dat, binnen een hogeschool, zijn aanwerving toelaat in een ambt van leermeester praktische vorming, meesterassistent of docent in een Hogeschool of professor algemene cursussen, technische cursussen of cursussen beroepspraktijk, technische cursussen of beroepspraktijk, cursussen psychologie – pedagogie – methodologie, bijzondere cursussen, filosofie in het hoger onderwijs voor sociale promotie en als hij niet een van deze ambten uitoefent ».

HOOFDSTUK XVII. — *Leermeesters godsdienst en leraars godsdienst*

**Art. 76.** Artikel 119, § 2, van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en van de leraars godsdienst, wordt aangevuld als volgt :

« Vanaf 1 september 2006 blijven de personeelsleden bedoeld in het tweede lid bovendien onderworpen aan de toepassing van dit decreet voorzover ze een dienstanciënniteit van ten minste 720 dagen tellen die overeenkomstig artikel 18 berekend wordt. ».

## TITEL II – Verlof wegens opdracht

**Art. 77.** Artikel 17bis van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, wordt aangevuld als volgt :

« Nochtans, in afwijking van het vierde lid, als het personeelslid bedoeld in het vierde lid ten minste 60 jaar oud is, ten minste 30 jaar diensten telt die in aanmerking komen voor de opening van het recht op pensioen en erom vraagt, zijn de eerste tot de derde leden van toepassing. »

## TITEL III – Bepalingen inzake hoger onderwijs

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)*

**Art. 78.** In artikel 526 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), wordt het jaar « 2003 » vervangen door het jaar « 2008 ».

**Art. 79.** In artikel 527 van hetzelfde decreet, wordt het jaar « 2006 » vervangen door het jaar « 2008 ».

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het decreet van 12 december 2000 tot vastlegging van de initiële opleiding van onderwijzers en regenten*

**Art. 80.** In artikel 20 van het decreet van 12 december 2000 tot vastlegging van de initiële opleiding van onderwijzers en regenten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « meesters praktische vorming » ingevoegd tussen de woorden « gebeurt door » en de woorden « meesters-assistenten »;

2° In het tweede lid, vervangen door het decreet van 20 juli 2005, worden de woorden « meesters praktische vorming » ingevoegd tussen de woorden « Vanaf het tweede jaar superviseren » en de woorden « meesters-assistenten ».

HOOFDSTUK III. — *Tegemoetkoming in de extra kosten gebonden aan de verhoging van de energie-uitgaven van de overheden.*

**Art. 81.** Voor het jaar 2006 en op uitzonderlijke wijze worden de werkingsdotaties en -subsidies van de inrichtingen van het hoger onderwijs (Universiteiten, Hogescholen, Hogere Instituten voor architectuur en Hogere Kunstschole) en de autonome internaten van de Franse Gemeenschap, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, met een vast bedrag van 3,9652 euro per student verhoogd als tegemoetkoming in de extra kosten gebonden aan de verhoging van de energie-uitgaven.

Het aantal studenten dat in aanmerking moet worden genomen voor elke inrichting en elk internaat, is het aantal studenten dat in aanmerking wordt genomen voor de financiering voor het academiejaar 2004-2005.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen*

**Art. 82.** In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, gewijzigd bij het decreet van 16 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

In § 1, eerste lid, wordt het bedrag van « 103.260.136 € » vervangen door het bedrag van « 103.120.007 € »;

In § 2, wordt het bedrag van « 311.578.308 € » vervangen door het bedrag van « 311.155.481 € »;

In § 3 wordt het bedrag van « 5.100.375 € » vervangen door het bedrag van « 5.090.641 € ».

**Art. 83.** In artikel 32bis, eerste lid, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, ingevoegd bij het decreet van 31 maart 2004, wordt het bedrag van « 8.120.340 euro » vervangen door het bedrag van « 8.109.320 euro ».

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten*

**Art. 84.** In bijlage III van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, wordt de volgende wijziging aangebracht :

Europese studies	2	1	1	1					
Wordt vervangen als volgt :									
Europese studies	2	1	1	1				1	

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

**Art. 85.** Artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, vervangen bij het decreet van 16 december 2005, wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. Het bedrag bestemd voor het door de hogescholen " S " verstrekte hoger onderwijs is gelijk aan 264.121.858 euro voor het begrotingsjaar 1997. »

**TITEL IV. — Wijziging van het decreet van 17 juli 2002  
betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen**

**Art. 86.** Artikel 30 van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen, wordt vervangen als volgt :

« Art. 30. Behalve wanneer zij een museum of een museale instelling worden die is ingericht door de Franse Gemeenschap of wanneer de erkenning wordt ingetrokken overeenkomstig artikel 12 van dit decreet,

1° blijven de instellingen die, op 1 januari 2003, subsidies krijgen met toepassing van het koninklijk besluit van 22 april 1958 tot reglementering van de toekenning van toelagen aan de musea welke niet van de Staat afhangen, subsidies genieten onder de voorwaarden gesteld in dit besluit tot hun erkenning krachtens dit decreet en ten laatste op 31 december 2008;

2° blijven de instellingen die, op 1 januari 2003, een overeenkomst van onbepaalde duur hebben, subsidies genieten minstens gelijk aan diegene van het jaar 2002 tot hun erkenning krachtens dit decreet en ten laatste op 31 december 2008. »

**TITEL V. — Wijziging van het decreet van 10 april 2003  
betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector**

**Art. 87.** In artikel 16, § 1 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Indien de vaststelling van algemene regels betreffende de opdrachten, de samenstelling en de essentiële aspecten van de werking van een adviesinstantie de oprichting van een nieuwe adviesinstantie vereist, is de Regering gerechtigd om deze op te richten. Ze bepaalt de opdrachten, de samenstelling en de essentiële aspecten van de werking van deze nieuwe adviesinstantie. »

**TITEL VI. — Wijziging van het decreet van 17 juli 2003  
met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding**

**Art. 88.** Artikel 6, § 2, 2° van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, wordt vervangen als volgt :

« 2° De Regering vraagt het advies van de Raad en het gemeenschappelijke advies van de diensten van de Regering voor het onderzoek van deze aanvraag. Wanneer het advies van de Raad niet binnen de door de Regering gestelde termijn wordt uitgebracht, wordt dit advies als positief beschouwd. »

**TITEL VII. — Slotbepalingen**

**Art. 89.** Artikel 4 heeft uitwerking met ingang van 1 september 2005.

Artikel 20 heeft uitwerking met ingang van 1 september 2004.

Artikel 56 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2006.

Hoofdstuk VII en artikel 57 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2005.

Artikel 65 treedt in werking op 1 september 2006.

De artikelen 66 en 67 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2006.

De artikelen 68 tot 75 treden in werking op 1 september 2006.

De artikelen 78 en 79 hebben uitwerking met ingang van 1 september 2002.

Artikel 80 treedt in werking op 1 september 2006.

De artikelen 81 tot 83 en 85 tot 86 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2006.

Artikel 84 treedt in werking voor het academiejaar 2006-2007.

Artikel 87 heeft uitwerking met ingang van 24 september 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2006.

De Minister-Presidente, belast met het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M-D. SIMONET,

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,  
M. DAERDEN,

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
C. EERDEKENS,

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN,

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

—  
Nota

(1) Zitting 2005 - 2006

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 283-1. Commissieamendementen, nr. 283 - 2. Verslag, nr. 283-3. Vergaderingsamendementen, nr. 283-4.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 18 juli 2006